



STOP AUX SUPPRESSIONS DE POSTES ! SAUVONS L'ÉCOLE PUBLIQUE !

Les organisations SE-Unsa, CGT, CFTD, FSU, FO, SUD appellent à une mobilisation massive contre les suppressions de postes à la rentrée 2026.

Dans les écoles, 24 postes vont être supprimés ! A cela il faut ajouter les moyens volés au premier degré pour financer l'ouverture des P.A.S. Dans le secondaire, c'est une véritable saignée : 48 postes supprimés dans les 62 collèges du département, 4 dans les lycées professionnels.

Alors que la France est le pays d'Europe aux classes les plus chargées, une nouvelle fois, l'Éducation nationale est victime d'une politique d'austérité du président de la République. A très court terme, l'Administration et le Conseil départemental veulent fusionner des écoles et donc en faire disparaître des communes rurales. Un village sans école c'est un village qui meurt ! Cette situation est inacceptable ! Quoiqu'en dise le gouvernement Macron, L'Ecole n'est pas, n'a jamais été leur priorité !

Fermer des classes, des écoles, c'est casser les services publics ! À travers l'école, c'est l'avenir même des services publics qui se trouve remis en question.

Nous appelons tous les personnels et toutes les défenseuses et défenseurs de l'École publique à se mobiliser pour défendre un service public d'éducation de qualité.

La baisse démographique : les mots magiques qui permettent de sabrer les moyens de l'Éducation Nationale. Cela pourrait être crédible si l'État ne supprimait pas des emplois lorsque cette même démographie augmente. C'était le cas entre 2017 et 2023, plus 8000 élèves, moins 8000 emplois !

Les gouvernements macronistes suppriment des emplois dans l'Éducation Nationale que la démographie augmente ou baisse. Cela fait partie de leur colonne vertébrale politique.

Il faut au contraire profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement des personnels et les conditions d'apprentissage des élèves :

- diminuer impérativement le nombre d'élèves par classe pour répondre aux besoins de toutes et tous
- augmenter le nombre de personnels RASED, de vie scolaire, AESH, administratif et médico-sociaux pour permettre une réelle prise en charge des élèves
- augmenter le nombre de remplaçant.es dans le premier et le second degré, augmenter les décharges de direction d'écoles, attribuer un statut de fonctionnaire pour les AESH.
- Créer tous les postes statutaires nécessaires.
- Abroger la loi Debré ainsi que toutes les lois permettant le financement public de l'enseignement privé pour mettre fin dans une seconde étape au dualisme scolaire avec la construction d'un grand service public unifié d'éducation nationale, gratuit et laïque, dans la perspective de la nationalisation de l'enseignement privé sous-contrat.

En actant ces suppressions d'emploi, le gouvernement tourne le dos aux impératifs éducatifs, sociaux et démocratiques qui sont pourtant de sa responsabilité.

L'intersyndicale appelle à poursuivre les mobilisations dans le 1er degré comme dans le 2nd degré pour obtenir les moyens supplémentaires nécessaires au bon fonctionnement de l'Ecole, contre les suppressions de postes et de classes, à se mettre en grève et se retrouver jeudi 26 mars dès 9h30 devant la DSDEN à Quimper pendant le Conseil Spécial d'Administration, instance qui statuera sur les ouvertures et fermetures de postes dans le 1er degré pour la rentrée 2026.